



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

boamp.fr | Contact | FAQ

■ AVIS PUBLIÉ AU BOAMP XML N° 22-33540

Mardi 8 Mars 2022

Date d'envoi au service éditeur : 07/03/2022

Mis en ligne sur le site www.boamp.fr du 07/03/2022 au 06/04/2022

FNS Simple Avis de marché

Forfait(s) : F21NT-29535804 (coût : 8up)

Avis faisant référence à cette annonce (0) :

> Voir l'annonce sous sa forme originale



Attention cet aperçu ne reflète que votre saisie et n'est accessible qu'à partir de ce porte feuille.
Dès publication de cet avis sur le site BOAMP.fr et/ou au JOUE, il vous appartient de vérifier si l'avis officiel diffusé correspond bien à la saisie ci-dessous (adresse du site de diffusion des annonces : <http://www.boamp.fr>).
En cas de non conformité, il vous appartient de publier un avis rectificatif de l'avis initial dans les délais réglementaires.
> [Contact client](#)

Avis de marché

Département(s) de publication : 30
Annonce No 22-33540

I. II. III. IV. V. VI.

FNS SIMPLE AVIS DE MARCHÉ

SECTION 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Nom complet de l'acheteur :

Ville de Nîmes

Type de Numéro national d'identification :

SIRET

N° National d'identification :

21300189400012

Ville :

Nîmes Cedex 9

Code Postal :

30947

Groupeement de commandes :

Non

Département(s) de publication : 30

SECTION 2 : COMMUNICATION

Lien vers le profil d'acheteur :

<https://www.marches-securises.fr>

Identifiant interne de la consultation :

221003KM

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur :

Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles :

Non

Nom du contact :

Direction de la commande publique

Adresse mail du contact :

commande-publique@ville-nimes.fr

Numéro de téléphone du contact :

+33 434035700

SECTION 3 : PROCEDURE

Type de procédure :

Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin vérifier sa situation administrative sont les suivants : -

DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant, - OU en cas de candidature classique : - Lettre de candidature (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Remplir le formulaire DC1 (accessible sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ou utiliser un format libre ; Pour les sous-traitants, l'annexe 1 de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4) ; - Déclarations sur l'honneur (un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement) : Déclarations sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (déclarations correspondantes dans le formulaire DC1 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) ; Pour les sous-traitants, l'annexe de l'acte d'engagement relative à la sous-traitance suffit (modèle de déclaration de sous-traitance DC4) - Autorisation à exercer l'activité professionnelle : Tout document permettant de prouver que le candidat remplit les conditions définies à l'article 1.4.2 du Règlement de la Consultation relatif à l'autorisation à exercer les prestations du présent marché, notamment : agrément intuitu personae en cours de validité pour chacune des personnes du candidat amenée à effectuer les missions SPS pour des opérations classées catégorie II et III. Minimum exigé : agrément en cours de validité pour au minimum 2 CSPS de niveau II et III.

capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve :

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité économique sont les suivants : - DUME (déclaration préremplie par la plateforme de dématérialisation en cas de candidature DUME) faisant apparaître le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2018, 2019, 2020) - pour chaque membre du groupement et pour chaque sous-traitant ; - OU, en cas de candidature classique, déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles (2018, 2019, 2020) en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (déclaration correspondante dans le formulaire DC2 accessible sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> ou déclaration sur format libre). Concernant l'indication du chiffre d'affaire : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :

Les éléments devant être communiqués par le candidat afin d'apprécier sa capacité technique et professionnelle sont les suivants : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ; - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ; - Liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte.

Technique d'achat :

Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis :

6 avril 2022 - 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique :

Interdite

Réduction du nombre de candidats :

Non

Possibilité d'attribution sans négociation :

Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes :

Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) :

Ville de Nîmes (collectivité territoriale - pouvoir adjudicateur)

Critères d'attribution :

Les critères d'attribution sont définis dans le règlement de la consultation.

SECTION 4 : IDENTIFICATION DU MARCHÉ

Intitulé du marché :

Accord-cadre à bons de commande de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé - Projets d'infrastructures de niveaux 2 et 3

Code CPV principal

Descripteur principal : 71317200

Type de marché :

Services

Description succincte du marché :

Accord-cadre à bons de commande de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé - Projets d'infrastructures de niveaux 2 et 3. Il s'agit de confier à un prestataire, la réalisation de missions de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (CSPS) relatives à la réalisation de travaux par la ville de Nîmes pour des opérations de niveaux 2 et 3 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail, dans le cadre de projets d'infrastructures. Dans le cadre de cette consultation, la ville de Nîmes agit en tant que pouvoir adjudicateur. Les prestations ne sont pas réparties en lots séparés pour le motif suivant : Les prestations ne font pas l'objet de prestations distinctes. Les prestations font l'objet d'un accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande. Il est conclu avec un opérateur économique, sans montant minimum et un montant maximum de 50 000 euros HT. L'ensemble des prestations sera rémunéré par application de prix unitaires aux quantités réellement exécutées. Le marché est conclu pour une période initiale dont la durée commence à sa date de notification et s'achève à l'issue de 12 mois. Il est reconductible 3 fois.

Lieu principal d'exécution du marché :

Territoire de la commune de Nîmes

Durée du marché (en mois) :

Valeur estimée (H.T.) :

offre la moins chère :

offre la plus chère :

200000

La consultation comporte des tranches :

Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché :

Non

Marché alloti :

Non

Mots descripteurs : Ouvrage d'infrastructure, Prestations de services

SECTION 5 : LOTS

Ce bloc n'est pas accessible car l'objet n'est pas alloti.

SECTION 6 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Visite obligatoire :

Non

Autres informations complémentaires :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées. En cas de groupement conjoint titulaire du marché, l'acheteur public impose pour l'exécution que le mandataire soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R.2124-24, alinéa II du Code de la Commande Publique. Le dossier de consultation des entreprises est gratuit, il est disponible sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Conditions de remise des offres : l'acheteur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis selon les dispositions indiquées dans le règlement de la consultation. Assistance plateforme de dématérialisation : Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, un numéro est à la disposition des soumissionnaires : 04 92 90 93 27

Date d'envoi du présent avis :

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : **2114**

Numéro d'engagement juridique : **21017490IN**

Classe de profil : Commune

Siret : 21300189400012

Libellé de la facture : Ville de Nîmes Direction des Finances 10 Rue de la Trésorerie, F-30033 Nîmes Cedex 9.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation <http://www.boamp.fr> : 6 avril 2022

Objet de l'avis : Accord-cadre à bons de commande de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé - Projets d'infrastructures de niveaux 2 et 3

Nom de l'organisme : Ville de Nîmes (30)

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun



CONS4203469

